



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur

# Communiqué

## Déclarations de la ministre sur l'« islamo-gauchisme » à l'université : la rupture est consommée entre le gouvernement et la communauté universitaire et de recherche

18 février 2021

La CGT FERC Sup a appris avec consternation les propos de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (ESR) concernant la pseudo notion d'« islamo-gauchisme » à l'université sur le plateau de CNews dimanche 14 février.

La ministre a affirmé : « *Moi, je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable et fait partie de la société* », et plus loin : « *Ce qu'on observe à l'université, c'est que des gens peuvent utiliser leurs titres et l'aura qu'ils ont. Ils sont minoritaires et certains le font pour porter des idées radicales ou des idées militantes de l'islamo-gauchisme en regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l'ennemi, etc.* ». Pour finir elle donne raison au présentateur qui prétend (en toute impartialité) : « *Il y a une sorte d'alliance, si je puis dire, entre Mao Zedong et l'Ayatollah Khomeini* ».

Les collègues apprécieront le niveau du débat et des références.

Lors du CT-MESR du 26 octobre, la FERC CGT avait déjà dénoncé « *avec la plus vive fermeté les déclarations publiques du ministre de l'Éducation nationale, selon qui « Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages [...] à l'université* ». Elle déclarait également « *Une fois n'est pas coutume, nous sommes d'accord avec la CPU pour dire que l'Université est un « lieu de débats et de construction de l'esprit critique », et nous ajoutons que c'est un lieu de socialisation et d'émancipation, un service public indispensable.* »

À présent, c'est donc au tour de la ministre de l'ESR, qui a décidé d'instrumentaliser le CNRS, puis l'Alliance Athena (qui n'est pas une inspection mais une institution qui coordonne des travaux et recherche en sciences sociales), pour mettre en œuvre un agenda bassement politique. Cette enquête, qui devrait « *distinguer ce qui relève de la recherche académique et de ce qui relève du militantisme et de l'opinion* », est à l'opposé des traditions universitaires de débats et des libertés académiques, elle veut opérer un tri —politique— entre «bonnes recherches» et «mauvaises recherches». C'est aussi clairement une mise en garde à peine déguisée, voire un appel à la chasse aux sorcières, visant à remettre au pas les universitaires récalcitrants, qui se rebellent contre les mesures politiques du gouvernement.

**Pour la CGT FERC Sup, cela marque l'achèvement d'un processus de rupture entre ce gouvernement et la communauté universitaire et de recherche.**

Après la loi ORE et Parcoursup introduisant la sélection à l'entrée à l'université, les augmentations des frais d'inscriptions pour les étudiant-es étrangers et des écoles d'ingénieur publiques, la loi Fonction publique d'août 2019 qui casse les statuts de fonctionnaires, la loi LPR de décembre 2020 qui précarise les financements de la recherche et qui attaque les statuts des personnels, l'urgence pour la ministre est bien de faire des vagues médiatiques, de cultiver la suspicion publique et d'encourager la diffamation contre l'ensemble des personnels de son propre ministère («*Danger, vigilance et action*»).

Alors que ces personnels maintiennent leurs activités de service public dans des conditions très difficiles, alors que les étudiant-es se débattent dans des conditions impossibles (entre extrême précarité et cours à distance), alors que le manque de moyens humains, de locaux... — criant en temps normal, et catastrophique en cette période de crise —, la réponse du gouvernement, c'est la LPR, la diversion-menace sur l'«islamo-gauchisme».



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

*Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur*

Il y a le feu à l'université, le premier semestre 2020 a été catastrophique, des dizaines de milliers de postes, l'équivalent de 2 universités manquent... Réponse de la ministre : 60 postes d'assistantes sociales...

La CGT FERC Sup, deux fois ne font pas coutume, est entièrement d'accord avec la CPU quand elle "*appelle à élever le débat. Si le gouvernement a besoin d'analyses, de contradictions, de discours scientifiques étayés pour l'aider à sortir des représentations caricaturales et des arguties de café du commerce, les universités se tiennent à sa disposition. Le débat politique n'est par principe pas un débat scientifique : il ne doit pas pour autant conduire à raconter n'importe quoi.*"

Pour la CGT FERC Sup, la coupe est pleine. La ministre doit retirer ses déclarations et présenter ses excuses aux personnels, annuler ses velléités d'inspection politique de la recherche. Il est urgent de changer l'orientation politique de l'ESR.

**La CGT FERC Sup continue à exiger l'abrogation de la loi LPR. Afin de rouvrir les campus aux étudiant-es en toute sécurité sanitaire, elle revendique encore et toujours un plan d'urgence, avec notamment le recrutement immédiat de titulaires et la construction / réquisition de locaux. La CGT FERC Sup exige la satisfaction des revendications en termes de salaires, emploi, retraite et conditions de travail pour l'ensemble des personnels.**

**Contact presse :** Frédérique Bey, Jean-Marc Nicolas

<https://cgt.fercsup.net/cgt-ferc-sup/qui-sommes-nous/>

